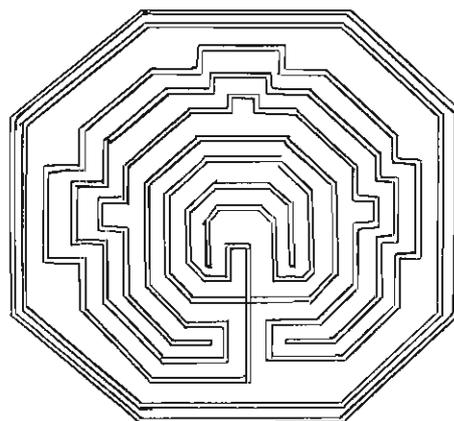

HISTOIRE DE DIX ANS

*esquisse d'un tableau historique
des progrès
de l'aliénation sociale*



Quand nous pensons à ces dix années, à la forme qu'elles ont donnée à l'esprit du temps, à la trame qu'elles ont tissée, sur laquelle les figures de l'inconscience brodent leurs prévisibles entrelacs, nous pensons d'abord à l'impuissance, puis à l'inquiétude. Impuissance des individus dont la vie entière est plus que jamais soumise aux délirantes exigences du système de la production présente, et que leur pitoyable bavardage justificatif, comme leur faux cynisme ou leur affectation d'euphorie, ne font que rendre plus manifeste. Inquiétude qui s'empare d'eux quand ils voient, et ils le voient presque à chaque instant, que les compensations qu'ils ont cru trouver à leur renoncement sont, même en tant que très pauvres satisfactions matérielles, extrêmement précaires : car elles sont partout empoisonnées par la réalité du travail aliéné qui est à leur origine, et dont leur prolifération n'a fait qu'étaler la misère et la nocivité.

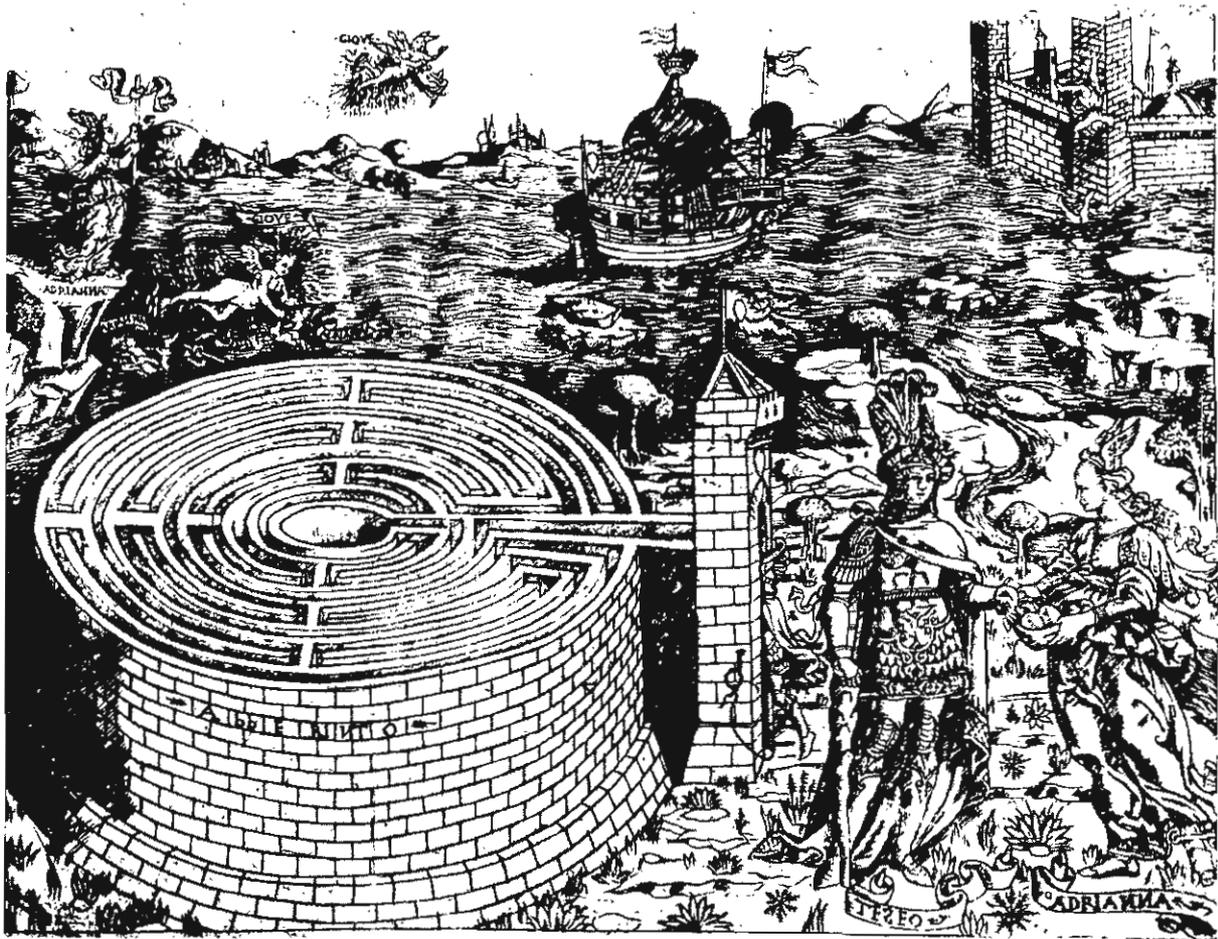
Malgré cette décomposition objective du support matériel de l'illusion, l'inquiétude qui ronge l'immense majorité de nos contemporains, et avant tout ces faux riches qui sont les véritables « nouveaux pauvres » (ceux que l'inversion du

mensonge officiel dénomme ainsi étant en revanche les pauvres *de toujours*), les employés du système qui accèdent à sa fausse richesse, cette inquiétude ne les pousse aucunement à la révolte. Elle semble au contraire les faire s'accrocher encore plus désespérément aux réalités de synthèse distribuées par la production marchande, comme le névrosé s'accroche aux symptômes de sa maladie, substitués d'une satisfaction qui n'a pas eu lieu. Très généralement, on a vu depuis dix ans se renforcer les liens par lesquels les hommes restent *attachés* à leur malheur ; liens qui, s'ils n'avaient nulle part été rompus, s'étaient un moment relâchés. Et dans le même temps on a vu ce malheur, le malheur historique de l'aliénation sociale, s'universaliser au point de ne plus rien épargner de ce qui constituait autrefois la vie immédiate, avec ses satisfactions bornées.

Ce monde n'est donc en aucune façon devenu plus aimable, mais il a cependant réussi à restaurer l'idée qu'il est le seul possible. Pour briser la complicité des hommes avec ce qui les tue, leur préférence pour ce qui est à leur détriment, il faut en effet qu'existe et soit perçue une alter-

native pratique qui présente à chacun la possibilité d'un accroissement de force, de richesse directement vécue. La peur de la liberté n'est pas une fatalité supra-historique, elle est déterminée par une situation précise où ce qui serait libéré, par la rupture de l'adhésion névrotique au mécanisme du malheur, n'aurait pas d'emploi direct faute de projet collectif cristallisant les désirs de l'époque, et reviendrait donc contre le sujet, pour le séparer des autres, comme folie. La pensée dialectique est l'au-delà de cette folie, mais pour franchir ce tournant obscur, le « point nocturne de la contradiction », il faut que la conscience se connaisse et soit reconnue dans la communication avec d'autres consciences. La rai-

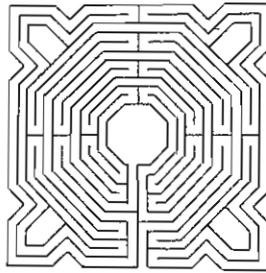
son dialectique est d'abord déraison par rapport à la raison dominante : c'est en démasquant le caractère partiel de cette dernière, et en formulant exactement, en fonction des conditions données, le projet de son dépassement, qu'elle devient elle-même pleinement *raison*. La victoire de l'ordre ancien consiste précisément à empêcher cela, à repousser la pensée critique dans l'unilatéral de la pure dénonciation ou de l'interprétation arbitraire, et ainsi à la contaminer de sa propre irréalité : la positivité sans histoire et la négativité sans projet se font alors face comme deux miroirs qui se renvoient indéfiniment le vide qui les sépare, et les emplit.





Nous considérerons la dégradation des conditions subjectives de la révolution, et les progrès de l'aliénation qu'elle a permis, en centrant notre analyse sur quelques moments décisifs de ce processus en Europe. C'est en effet là que cette société est aux prises avec le point de vue critique le plus avancé, car là sont nés, à travers les conflits de la cité, puis ceux de la société de classes moderne, la pensée historique et le projet, qui en est l'héritier, de s'appropriier totalement l'histoire, de soumettre toutes les conditions existantes à la puissance des individus unis. C'est donc également là, en Europe, que les victoires de la société dominante prennent chaque fois leur forme contre-révolutionnaire la plus caractérisée : bonapartisme, social-démocratie, fascisme, stalinisme, terrorisme d'État. Les industries qui équipent l'aliénation la plus moderne peuvent bien se trouver en Californie ou au Japon, sa puissance se mesure en Europe, avec l'Europe, parce qu'y a toujours été agissante la contestation la plus moderne, qu'il s'agit de neutraliser et de récupérer : la restauration de l'aliénation ne suit pas un autre chemin que les tentatives de désaliénation.

Ainsi dans les années soixante, c'est à partir du terrain européen de la mémoire — mémoire du projet prolétarien d'une société sans classes, mémoire du projet d'émancipation individuelle formulé par l'art moderne — que le développement de l'aliénation modernisée a pu être compris et combattu, et non dans cette banlieue de la pensée qu'est la métropole américaine du spectacle marchand. Cela est si vrai que les quelques formulations critiques partielles produites aux États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale furent essentiellement des résultats du marxisme révolutionnaire des années vingt confronté par l'exil à la réalité de la société de classes la plus avancée, mais qui ainsi déplacés et coupés de leur milieu vivant ne résistèrent pas à la récupération universitaire. Une théorie critique de la société ne peut exister et développer sa vérité qu'on calculant exactement son usage social : elle doit combattre son intégration et sa falsification par la culture dominante pour être là dans son intégrité quand le mouvement réel de la critique en actes en aura le besoin et l'usage. C'est ce que personne ne sut faire, ces années-là, à l'exception de l'Internationale situationniste.



Dans le mouvement de Mai, la critique sociale des nouvelles conditions du capitalisme moderne avait, grâce à la pratique cohérente de ceux qui en étaient les porteurs, rejoint la subversion de ces conditions par l'action autonome du prolétariat. Mais ces deux aspects complémentaires ne furent pas durablement unifiés : ils avaient été

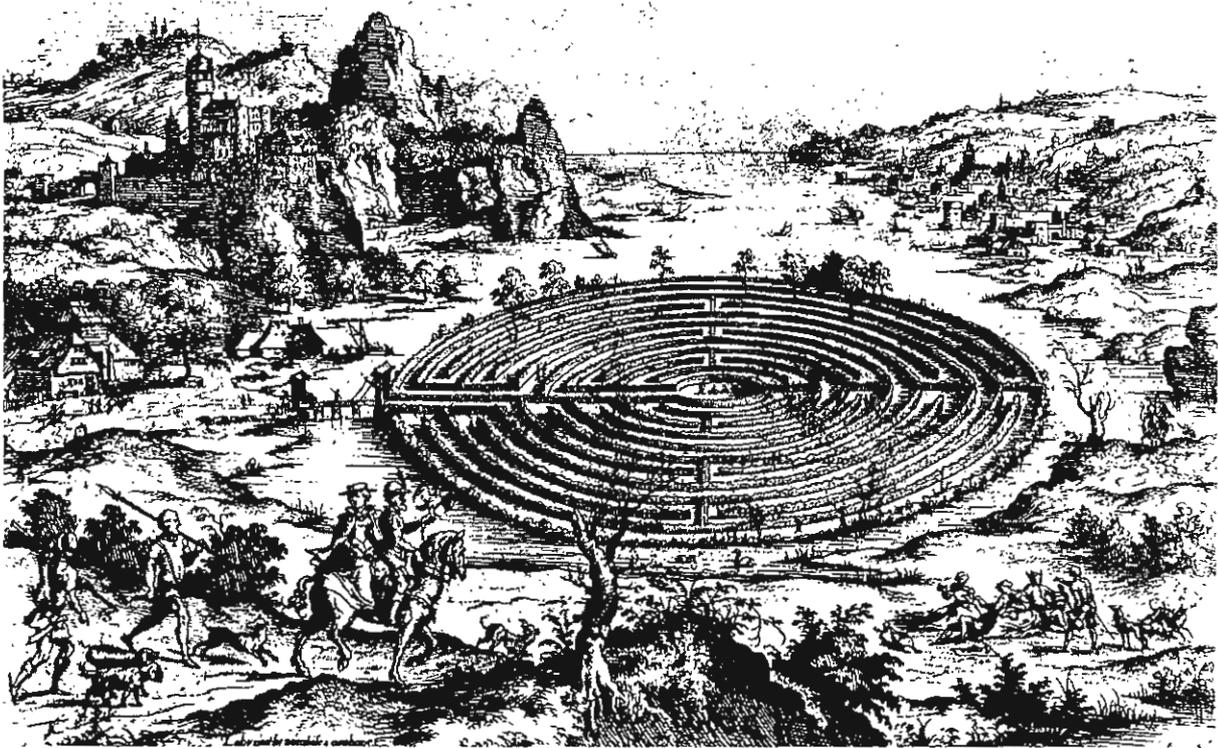
présents en même temps, reliés par la communication à travers les actes qu'instaurait le moment révolutionnaire, mais encore trop séparés, les bureaucraties syndicales ayant pour l'essentiel réussi à isoler les travailleurs dans les usines. L'enjeu de l'époque qui commença alors était la réalisation de ce qui était resté en

suspens au mois de mai, l'appropriation par le mouvement réel de « sa propre théorie inconnue ».

La révolution de Mai constituait pour le prolétariat mondial un nouveau point de départ d'une importance historique universelle, et sa défaite ne suffisait absolument pas à assurer une restauration durable de l'ordre ancien : il fallait encore que celui-ci parvienne à vaincre ce qui avait commencé là. Il est assez aisé de constater qu'il a obtenu de notables résultats dans ce sens, mais un tel constat n'a d'intérêt que si l'on se préoccupe de comprendre comment : au contraire de tous les ex-gauchistes rangés qui se sont inconditionnellement ralliés à l'objectivité du monde existant et ne veulent voir dans leurs anciennes velléités critiques qu'une erreur de jeunesse, une illusion subjective, il s'agit de comprendre du point de vue du processus lui-même quelles occasions ont été perdues, comment certaines possibilités ont prévalu aux dépens d'autres, qui auraient pu être mieux défendues, et ce qui aurait pu être tenté, avec quel résultat changé. Pour qui considère d'un œil désabusé l'histoire

de ces années, la première constatation qui s'impose est que les responsables de la classe au pouvoir ont réussi à renverser la baisse tendancielle de leur taux de contrôle sur la société. Et il faut bien voir que l'évidente décomposition de la société ne dément pas ce renforcement du contrôle étatique et marchand : elle l'exprime. S'en féliciter serait hors de propos, quand il s'agit de la destruction de tout ce qui existait encore indépendamment de la médiation du spectacle et de l'État.

Ces années que les classes propriétaires ont passées à réorganiser leur domination, on peut donc voir, pour peu que l'on envisage la chose froidement, qu'elles ne les ont ni dormies ni jouées. Mais avant de considérer ce qu'elles ont fait, comment elles ont repris l'initiative, il faut considérer ce que leurs ennemis n'ont pas fait, comment ils les ont laissés reprendre l'initiative. En effet, c'est ce qui fut tout d'abord déterminant, et c'est aussi le côté que nous pouvons le mieux comprendre, car nous l'avons connu d'assez près. Il nous appartient donc une fois encore de dire, avec la nôtre, la vérité du pouvoir.





Au cours des années qui suivirent la révolution de Mai, il semblait à beaucoup que la sentence prononcée alors contre l'organisation sociale existante n'avait plus qu'à être exécutée. La question des moyens de cette exécution était à vrai dire à peine envisagée : il était acquis qu'une autonomie sans frein et une liberté totale pourvoieraient à tout. Ce monde allait finir : la seule raison pour laquelle il aurait pu durer, c'était qu'il existait. Et cette raison paraissait faible, comparée à toutes celles qui annonçaient le contraire. La révolte, née d'une insatisfaction portant sur l'ensemble de la vie, se généralisait ; et toutes les conditions dominantes d'existence étaient comme frappées d'irréalité. Les dirigeants eux-mêmes ne parlaient que de les changer au plus vite.

Pourtant, dans un affrontement de cette nature, les forces se mesurent en grandeurs relatives, et non du point de vue d'un savoir absolu qui sait fort bien parler de décadence en feuilletant les pages du dictionnaire historique. On peut toujours ironiser sur les tares des dirigeants ; mais avec ces tares ils sont encore supportés, ils conservent le pouvoir, et c'est bien tout ce qui leur importe. Cette faible raison de durer qu'était l'existence même du système était finalement assez forte, puisqu'il faut bien admettre que les raisons qui lui ont été opposées se sont révélées plus faibles encore.

En France, le courant de critique sociale qui s'était développé à partir du refus vécu en Mai n'a pas su s'organiser pour battre durablement en brèche le monopole spectaculaire de l'explication. Il est vrai que la théorie d'une telle organisation était aussi neuve que les conditions révolutionnaires qui la rendaient nécessaire. Il était assez facile de savoir ce qui ne pouvait plus servir (partis, syndicats, militantisme), mais ce refus des *intermédiaires* rendait d'autant plus vitale l'intelligence des *médiations* nécessaires. Ceux qui avaient trouvé en Mai l'emploi direct de leur révolte, dans sa jonction avec la première grève générale sauvage de l'histoire, devaient maintenant apprendre ce qu'ils n'avaient eu ni le temps ni le besoin d'apprendre auparavant :

à ménager leurs forces, à calculer leur point d'application, bref à penser stratégiquement. La plupart n'y parvint pas, et nombreux furent ceux qui non seulement perdirent le fil de l'intelligence historique, mais se perdirent eux-mêmes dans les diverses variantes de la résignation. La mise en pratique, sur la durée, de ce qui avait surtout été ressenti immédiatement comme volonté totale — assez désarmée — de subversion, plutôt que réellement compris dans toutes ses déterminations, était certes une tâche immense. Mais le programme de la révolution moderne, formulant le projet d'une *présence historique totale* des individus, ne pouvait en tout cas pas être défendu par l'*abstention*, alors même que partout tant de gens tentaient d'intervenir contre les conditions d'existence qui leur étaient faites.

En définitive, la principale faiblesse du courant radical de l'après-Mai a été de ne pas se connaître lui-même, avec ses limites et ses tâches précises. En s'identifiant abstraitement au « prolétariat », il perdit à la fois, dans cette indétermination *radicale* d'une nuit de la totalité où disparaissaient commodément les difficultés réelles d'une activité qui était encore pour l'essentiel une activité *d'avant-garde*, l'intelligence de ce qu'il faisait et pouvait faire et celle de ce que faisaient et pouvaient faire les travailleurs en lutte contre leur représentation autonomisée. Dans ce moment où tant de choses étaient possibles, ceux qui se trouvaient sur les positions révolutionnaires les plus avancées ont ainsi laissé aux diverses fractions du gauchisme le terrain des luttes particulières qui se menaient partout, contre chaque aspect de l'aliénation. Ces luttes parlaient sans doute encore souvent un langage mystifié, mais le mépris du « parcellaire » affiché par les putistes qui se retiraient fièrement sous la tente de la totalité était bien plutôt un mépris de la totalité *vivante*, qui n'est pas un résultat acquis mais un processus pratique, une lutte à travers la particularité de chaque contradiction vécue, pour parvenir à des conditions d'unité et à des conclusions générales.

Les États et les diverses forces de la contte-

révolution, quant à eux, n'avaient comme d'habitude aucun besoin de comprendre toute la portée historique de ce qu'ils faisaient, et ils trouvaient facilement dans leur situation menacée le contenu et la matière de leur activité : il leur suffisait de parachever sous la pression de la contestation ce qu'ils avaient commencé à faire dans l'euphorie de la paix sociale, et toutes leurs tâches répressives particulières confluèrent spontanément dans cette entreprise de soumettre l'ensemble de la vie aux impératifs de l'économie se développant pour elle-même. Tant que la cohérence oppressive de la marchandise, comme rapport social universel, n'est pas mise en cause, la ruse de la raison marchande garantit à ses serviteurs l'intelligence qui leur suffit : ils réalisent leurs intérêts, et il se produit en même temps cette *autre chose* qui y est cachée, dont leur conscience ne se rendait pas compte et qui n'entraîne pas dans leurs vues. Voyez par exemple les staliniens, ennemis conscients du prolétariat s'il en est, et comme ils ont, en brisant les grèves pour conserver leur pouvoir, frayé la voie à la « réstructuration industrielle » qui en supprime la base !

En revanche, le mouvement social qui portait le prolétariat à combattre sa misère modernisée et à renouer avec son histoire perdue ne pouvait tirer sa cohérence que de la conscience de son projet. Son cheminement ne pouvait qu'être long et difficile, car il était placé devant la nécessité de se comprendre lui-même, et donc de créer à partir de rien les moyens pratiques d'une telle compréhension. Ce qui revenait ainsi à l'ordre du jour, c'était l'organisation autonome du prolétariat, les Conseils de travailleurs, redéfinis par l'ensemble de leurs tâches modernes, dès lors que le mouvement même de l'économie, devenant toujours plus visiblement la négation de la vie, détruisait l'illusion d'une autogestion cantonnée à la production existante. Le courant radical des

partisans d'une critique sociale moderne, principalement développé dans la jeunesse, défendait bien sûr ce mot d'ordre des Conseils. Mais, impuissant à en préciser le contenu par sa propre activité, en combattant efficacement là où il se trouvait, ce qu'un pouvoir des Conseils devrait abolir définitivement (urbanisme, culture, loisirs, etc.), il était porté à tout attendre, avec un irréalisme croissant qui se renversait parfois comiquement en dépit critique, de luttes ouvrières qu'il était d'autant plus incapable de soutenir, et même de comprendre, que ce qui l'en séparait était nié magiquement. En France, cette séparation fut renforcée, avec la puissance des bureaucrates syndicaux qui en étaient les gardiens, par le fait que de nombreux jeunes ouvriers choisirent après 1968 de quitter ces usines sur les portes desquelles ils avaient naguère écrit : « Ici finit la liberté. » Ainsi le mouvement qui s'était arrêté en 1968 avant la création d'organisations autonomes renversant la lutte antisyndicale en projet positif de démocratie totale, loin de se renforcer par la mémoire des tentatives prolétariennes du passé, s'affaiblit jusqu'à oublier ce qu'il avait fait lui-même.

En Italie, le processus des luttes de plus en plus ouvertement anti-syndicales du « mai rampant », qui menait irrésistiblement à un affrontement ouvert, avait été interrompu par les bombes policières de Milan en décembre 1969. Et partout ailleurs, dans cette Europe que traversait en tous sens la grève sauvage, on voyait que le prolétariat, après sa première victoire, sa réapparition comme sujet historique, ne parvenait pas à mener plus loin son offensive. Il pouvait bien mettre en crise le système en place, mais ensuite il s'arrêtait, comme s'il n'était pas convaincu de sa capacité à réorganiser le monde selon ses désirs. Et dans ces affaires il suffit que les hommes croient ne pas pouvoir accomplir quelque chose pour qu'ils ne le puissent pas effectivement.



Au Portugal plus encore que partout ailleurs cette faiblesse subjective se manifesta clairement comme *limite interne*, car la crise révolutionnaire qui s'y développa d'avril 1974 à novembre 1975 vit une quasi-disparition de l'État et une impuissance de la répression dont l'histoire offre peu d'exemples sur une telle durée. Cette extrême lenteur du processus révolutionnaire s'explique par la faiblesse des forces en présence, qui leur a épargné mutuellement, pendant si longtemps, l'obligation de conclure : la dualité de pouvoir n'a tant duré que parce qu'elle ne s'est jamais cristallisée totalement.

Le contenu universel de la révolution portugaise fut tout d'abord masqué par l'étrangeté de sa genèse, qui le dissimula en partie à ses principaux protagonistes, les travailleurs qui s'étaient engouffrés dans la brèche ouverte par l'armée, et permit d'autant plus aisément de le dissimuler à leurs alliés possibles en Europe, en premier lieu en Espagne. La vacance du pouvoir, créée par ces soldats qui, devant se battre outre-mer pour que rien ne change au Portugal, choisirent de tout changer au Portugal pour ne plus se battre outre-mer, puis aggravée très vite par la subversion prolétarienne, explique que ce mouvement révolutionnaire pût aisément aller plus loin, par certains aspects, que ses prédécesseurs français et italiens : critique des partis politiques, exigence de la démocratie directe, refus de la manipulation des assemblées, mépris de l'État, critique en actes de la propriété étatique et privée, appropriation des moyens de communication par les travailleurs, et enfin mouvement antihierarchique dans l'armée la rendant inutilisable par les vellétés répressives qui tenaient lieu d'État. Mais cette facilité explique également ce qui fut jusqu'au bout la faiblesse d'une révolution qui devait moins ses succès à sa conscience organisée en force pratique qu'à l'inconsistance de ses ennemis et à la neutralité bienveillante de la fraction populo-gauchiste de cette armée qui était désormais le seul pouvoir dans le pays. Et comme on put le voir une fois de plus le 25 novembre 1975, quand la gauche militaire fut finalement éliminée par les officiers modérés,

rien n'est si faible ou instable que le renom d'une puissance qui ne s'appuie pas sur une force à elle : ce mouvement prolétarien qui s'était avancé si loin disparut presque du jour au lendemain, sans avoir même esquissé une quelconque lutte défensive.

Cette conclusion n'était que le dernier d'une série de coups de force par lesquels s'étaient affrontés au sein de l'armée les divers projets de restauration de l'État et de neutralisation du prolétariat. Finalement la mutinerie ouverte des parachutistes fournit le 24 novembre le prétexte légal au déclenchement d'une opération préparée depuis plusieurs mois et prête depuis des semaines. A l'aide d'une seule unité militaire d'une grande infériorité numérique, mais avec une extrême décision, l'aile modérée du M.F.A. réduisit successivement toutes les unités gauchistes ou rebelles, dont les officiers se laissèrent arrêter sans résistance, prouvant par ce légalisme que leur gauchisme, quoique armé, n'était qu'une parodie anachronique du léninisme. Cette défaite sans combat fut également une défaite pour les travailleurs révolutionnaires, dans la mesure exacte où ils n'avaient pas su eux-mêmes émanciper leur mouvement de la tutelle de ses incompetents protecteurs, et ils passèrent avec un même irréalisme d'un excès de confiance à un excès de désarroi. Toute critique abstraite de cette pusillanimité serait évidemment dérisoire, mais il faut cependant constater qu'en cessant d'être acteur dans l'histoire on ne se met pas pour autant à l'abri de ses coups : on les reçoit seulement dans un combat que l'on n'a pas choisi.

Si la révolution portugaise fut en dépit de tout, et d'abord de l'archaïsme de la domination contre laquelle elle commença, une révolution moderne, c'est qu'y fut présente et agissante l'organisation autonome sans laquelle les prolétaires ne peuvent commencer à se communiquer leurs besoins réels. Cette intervention autonome fit que la lutte principale ne se déroula pas entre la conservation du passé et son changement révolutionnaire, mais entre deux conceptions générales du changement. L'une positive, effective,

puisque ce sont les maîtres de la société qui la mettent quotidiennement en application, construisant avec des moyens sans cesse accrus le décor et les conditions de vie nécessaires au développement de l'économie et de l'État ; l'autre spontanée, hésitante, négative, tout d'abord sans langage et sans projet, mais portée par la lutte même contre ce qu'elle refuse à se redécouvrir comme l'ennemi historique de l'économie et de l'État. La démarcation de ces deux conceptions du changement n'a jamais atteint au Portugal une telle clarté, mais elle l'a assez approchée pour que soient mobilisées à sa rencontre toutes les ressources du brouillage spectaculaire. Le caractère moderne du mouvement révolutionnaire portugais fut ainsi moins manifeste dans ce qu'il fit lui-même que dans ce que firent les forces levées contre lui.

On a pu mesurer à cette occasion les progrès accomplis dans la production de l'inconscience depuis l'époque où Rosa Luxembourg, juste avant son assassinat par la social-démocratie, découvrait dans cette représentation ouvrière *retournée* contre l'autonomie prolétarienne le secret des nouvelles conditions où la question centrale de la révolution ne peut plus être posée ouvertement et honnêtement par une lutte à visage découvert, *l'accumulation primitive* du spectacle moderne qui, ayant exproprié les hommes de toute intervention sur l'histoire, peut maintenant leur en donner à contempler la version de son choix. Les connections internationales occultes du coup du 25 novembre (les officiers modérés ayant hérité du soutien qui était allé tout d'abord à Spínola) eurent pour contrepartie visible, et d'autant plus visible qu'il s'agissait qu'on ne vît qu'elle, la collaboration universelle des agents de l'information et du monopole de l'apparition (politiciens, experts des mass media, etc.) qui montrèrent quelles leçons ils avaient pour leur part su tirer de 1968 en battant des records de falsification et de censure ; au point que le mouvement profond de l'autonomie ouvrière affleura à peine dans l'information, la principale arriération de la révolution portugaise, le gauchisme armé des capitaines, se voyant en revanche placée sous le meilleur éclairage. Cette Sainte-Alliance n'est bien sûr en elle-même pas plus moderne que les intérêts qu'elle sert, mais ses moyens, ses procédés et son champ d'action le sont quant à eux pleinement. Ils défi-

nissent *a contrario* ce que doit faire un mouvement révolutionnaire pour rompre son isolement et trouver ses alliés. En effet l'information spectaculaire n'est pas seulement le vieux mensonge bourgeois techniquement équipé, mais un moment nécessaire dans l'édification d'une réalité qui échappe au contrôle, à la compréhension comme à la correction historique. C'est également de ce point de vue qu'il faut comprendre le choix des États modernes d'éviter, tant qu'ils le peuvent, une répression sanglante. Ils sont en effet en mesure de savoir qu'il leur faut avant tout dissimuler la ligne de démarcation que trace la guerre sociale, la réalité du choix et de l'intervention possible, empêcher que cet affrontement entre des intérêts universels concernant la totalité de la pratique sociale crève l'image-écran de l'actualité manipulée, où l'évidence des faits est toujours celle du fait accompli, et le fait accompli la reconduction de la vieilleries hiérarchique. Ainsi les commentateurs autorisés, déliant sur leurs propres mensonges, ont-ils pu parler du caractère « surréaliste » de la révolution portugaise, son déroulement devenant effectivement parfaitement incompréhensible dès lors qu'était occultée la menace prolétarienne qui déterminait l'action de tous les autres protagonistes.

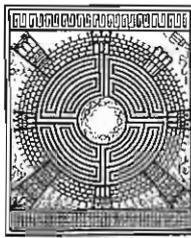
Mais au Portugal même, l'effet de spectacle, la dépossession qui rend étrangère aux hommes leur propre histoire, et qui permet que ce qu'ils pensent encore avec les mots du pouvoir leur cache ce qu'ils font déjà contre lui, pesa lourdement sur le développement du mouvement autonome des travailleurs. Ceux qui auraient dû et pu combattre ce retard de la conscience, les partisans d'un programme de subversion totale, illustrèrent jusqu'à la caricature le travers révolutionnariste d'une identification contemplative au prolétariat, dont le radicalisme absolu, postulé par leur impuissance, était censé leur épargner la peine d'avoir à faire vaincre leurs perspectives. Au moment où le mouvement des assemblées était confronté à la nécessité d'inventer son propre langage pour se communiquer ce qu'il faisait et ce qu'il pouvait faire, ils n'entreprirent rien pour aider à son auto-défense contre le bombardement idéologique auquel il était soumis, depuis la falsification stalinienne jusqu'au confusionnisme gauchiste. Cette honteuse démission influa certainement sur le cours des événements,

même si elle n'explique pas à elle seule que la coordination directe ébauchée par les assemblées ait été aisément noyautée et neutralisée, le mouvement se trouvant ainsi de plus en plus dépendant d'organes d'information extérieurs (Radio-Renascensa et Republica) partiellement contrôlés par les travailleurs et à tous égards plus vulnérables ; mais surtout, en ne formulant pas dans leur vérité les problèmes pratiques qu'en était arrivé à affronter le mouvement des assemblées, et qui sont ceux qui se poseront toujours à tout mouvement prolétarien, les extrémistes inactifs permirent que ce mouvement soit vaincu et disparaisse sans avoir laissé derrière lui un maximum de conclusions générales utilisables par une lutte plus consciente.

Certes ce ne sont pas les théories qui font l'histoire, et ce ne sont pas elles qui incitent les prolétaires à tenter de jeter bas une organisation sociale : celle-ci s'en charge elle-même excellem-

ment, à défaut de quoi personne ne peut le faire à sa place. Mais une fois que des individus se lancent dans une telle entreprise, et dès qu'ils tentent de combattre une ignominie particulière, le fait de disposer d'une conception historique générale, pour autant qu'elle ait été elle-même conçue et formulée dans un tel but, peut grandement leur faciliter l'accès à l'intelligence de leur propre action. Et ce temps gagné peut être décisif, dans un affrontement où tout va généralement très vite. Quelle que soit cependant l'issue de la lutte, si le parti prolétarien a su y proclamer fièrement ses buts et les intérêts universels en jeu, il aura remporté là une victoire considérable sur l'organisation de la passivité et de l'amnésie historique. Au contraire, s'il n'a pas affirmé clairement sa perspective autonome, il devra perdre avec le souvenir de ce qu'il a fait la conscience de ce qui était effectivement possible.





L'ampleur des tâches d'un mouvement prolétarien moderne apparut à nouveau en Espagne dans la crise sociale dont l'épuisement du franquisme et des politiques de rechange révéla la profondeur. Le mouvement des assemblées qui se généralisa entre 1976 et 1978 à travers les grèves ouvrières et marqua l'intervention autonome du prolétariat dans la guerre de succession ouverte par la mort de Franco, mouvement qui retrouvait la meilleure tradition libertaire de l'action directe dans la lutte de classe, ne parvint pourtant pas à se connaître lui-même en connaissant tous ses ennemis. Il est vrai que lui manquaient le projet d'émancipation totale et l'expérience organique qu'avait possédés au plus haut degré le mouvement libertaire avant la guerre civile. Mais il était en revanche moins enclin à la rhétorique, moins anti-intellectualiste et plus exigeant vis-à-vis des camarades-dirigeants et des « prestigieux militants ». Bref il était, pour le meilleur et pour le pire, plus moderne : sans idéologie, mais aussi sans langage et sans mémoire.

Dans un premier temps, par son existence même, le mouvement des assemblées démentit tous les menteurs qui, parlant au nom du prolétariat réduit au silence, escomptaient déjà sa soumission présumée auprès des secteurs capitalistes intéressés au changement — qui voyaient bien que le franquisme avait perdu le contrôle de la société espagnole —, se disputant seulement avec eux sur leur propre place dans une gestion renouvelée. On put ainsi vérifier dans les faits que la démocratie représentative, sous sa forme achevée, n'est pas une approximation mais l'exact contraire de la démocratie réelle : il faut que les hommes cessent de parler directement de leurs propres affaires pour que se mette en place, avec le monopole de la parole qui en est la condition, le spectacle politique. La construction de son mensonge passe par la destruction du milieu pratique de la vérité, où tous les problèmes de la société sont posés *tels qu'ils peuvent être résolus*.

Contrairement au Portugal, en Espagne le prolétariat ne profita pas d'un affaiblissement de

l'État par une tentative réformiste inconsidérée. Le parti de la contre-révolution moderne — ceux qui pour rester dans l'État étaient prêts à y accepter ceux qui voulaient y entrer — avait sans doute appris quelque chose des malheurs de ses voisins : il sacrifia ce qui devait l'être, mais rien de plus, et sut empêcher que sa retraite se transformât en déroute, reculant pied à pied jusqu'au point où l'équilibre se rétablit, principalement en raison de la dispersion des forces prolétariennes. Cependant, devant ainsi avancer dès le début contre tout et contre tous, le mouvement des assemblées fit preuve d'un esprit de décision et d'une détermination remarquables. Venant s'opposer à la modernisation de l'État au moment où les cadres post-universitaires — ici encore plus dépendants de l'État qu'ailleurs, étant donné la faiblesse du capitalisme privé — en espéraient le développement de l'appareil administratif, politique et culturel, propre à créer enfin les emplois qu'ils convoitaient, les luttes ouvrières suscitèrent instantanément l'hostilité farouche de tout ce personnel subalterne du contrôle social ; les staliniens, en revanche, trouvant là, comme il est normal, leurs plus fermes partisans.

L'offensive atteignit son point culminant à Vitoria (février-mars 1976). Si les grèves madrilènes de janvier avaient convaincu les patrons de la nécessité de syndicats qui contrôlent les travailleurs, la grève générale de Vitoria torpilla définitivement le projet de rénovation stalinienne du syndicat vertical et dévoila le pacte embryonnaire entre le régime et l'opposition. Ce fut la fin de la relative tolérance dont avait fait preuve le gouvernement pour rendre crédibles ses promesses de réforme. Les ouvriers de Vitoria furent mitraillés, l'opposition se chargeant d'isoler leur soulèvement. A partir de ce moment, avec l'échec de la réforme franquiste, la bourgeoisie, là où elle n'est pas liée par des intérêts vitaux aux institutions de la dictature, doit se résigner à la légalisation des partis et des syndicats ; et l'opposition s'unifier pour négocier une réforme politique et un pacte social avec un nouveau gouvernement qui liquide les aspects les moins pré-

sentables de l'héritage franquiste et prépare des élections.

Aucun aménagement politique ne pouvait bien sûr satisfaire réellement un mouvement qui était une critique en actes de la politique, et de toute représentation séparée. Mais pour unifier ses forces il devait maintenant unifier ses revendications, les résumer par un mot d'ordre simple qui contienne le dépassement des luttes éparses, leur donner la forme d'un objectif général dans lequel l'ensemble des travailleurs puisse reconnaître un besoin essentiel, pour en imposer la satisfaction. Afin de se battre véritablement *pour elles-mêmes*, les assemblées devaient se battre *contre l'opposition*, tirer toutes les conséquences de ce qu'elles avaient appris dans la lutte et traiter la bureaucratie politico-syndicale *en ennemie*, au même titre que le franquisme. « Ou les assemblées ou les syndicats », telle était l'alternative que posèrent les prolétaires les plus conscients, et c'était bien là la nécessité tactique qui concentrait en elle l'unification possible dans un projet révolutionnaire cohérent. La nécessité de l'auto-organisation était vivement ressentie, et les syndicats furent tout d'abord largement boycottés, mais la coordination ne dépassa presque jamais, de façon durable, un cadre local. L'absence d'un courant assembléiste organisé

s'exprimant en tant que tel et formulant clairement la critique des syndicats qui était dans toutes les têtes, contribua à ce que la dispersion et la confusion s'installent. Et les grèves de l'automne 1976, pourtant plus organisées et plus dures, n'aboutirent qu'à la manifestation du 12 novembre, où, en échange de la possibilité d'exprimer leur enthousiasme combatif, les travailleurs acceptèrent la direction des bureaucraties syndicales, la démonstration anti-franquiste devenant ainsi une démonstration de discipline syndicale. Le retard de la conscience pris à partir de là ne devait plus se rattraper, ce qui n'avait pas su se rendre visible étant de mieux en mieux refoulé par l'organisation des apparences démocratiques. Le mouvement des assemblées avait laissé passer ce moment décisif où une initiative hardie peut bouleverser complètement l'ordre des données, faite que les conditions soient désormais changées pour tous, parce que la perspective révolutionnaire devient tangible et oblige chacun à se déterminer par rapport à elle.

Ce n'est pas ici le lieu d'analyser en détail le mécanisme de la défaite qui s'ensuivit, ni ses principaux résultats. Mais il nous faut en revanche discerner comment agitent les forces modernes de la contre-révolution, que l'on avait déjà vues à l'œuvre au Portugal.





En fait les hommes ne se mettent jamais durablement en mouvement pour abattre une organisation sociale par simple détestation de ce qui existe : il faut que d'une manière ou d'une autre ils possèdent une conception positive de la vie qu'ils veulent vivre. C'est ce qu'a possédé l'ancien mouvement ouvrier révolutionnaire, surtout dans sa fraction anarchiste, qui est justement celle qui a mené le plus loin, lors de la révolution espagnole de 1936, la liquidation de l'ancien ordre des choses. Cette conception positive, les prolétaires peuvent bien sûr l'acquérir dans la lutte même, la communauté qui en est le moyen dessinant les contours du but. Mais encore faut-il que les valeurs pratiques ainsi produites se transmettent dans un langage autonome et s'unifient dans un projet historique.

Les divers succès dont en ces années quatre-vingt la propagande des marchandises et des États nous entretient complaisamment — succès qui se rejoignent tous dans l'approfondissement de la séparation et l'équipement surabondant de la passivité — ont été permis par un succès plus profond dont, en revanche, elle ne peut strictement rien dire, et qu'elle ne peut même pas mentionner : le refoulement et l'occultation du projet d'activité historique supérieure qui était le contenu latent des mouvements prolétariens de l'après-1968. La cristallisation d'un projet collectif unifiant les besoins révolutionnaires de l'époque a toujours été une tâche de longue haleine, mais elle est aujourd'hui d'autant plus difficile que les contributions, théoriques ou pratiques, à sa formulation sont d'emblée confrontées à la puissance de falsification et d'occultation sans précédent acquise par la société de classes. Non seulement celle-ci parvient en temps normal à ce qu'aucun problème ne soit posé et débattu socialement dans ses termes véridiques, mais quand cela arrive — et il n'y faut rien de moins qu'un mouvement révolutionnaire — elle parvient à en empêcher une reconnaissance exacte, ou à la faire oublier très vite.

Le mouvement des assemblées en Espagne avait posé dans sa simple vérité la question d'une liquidation historique du franquisme qui renoue

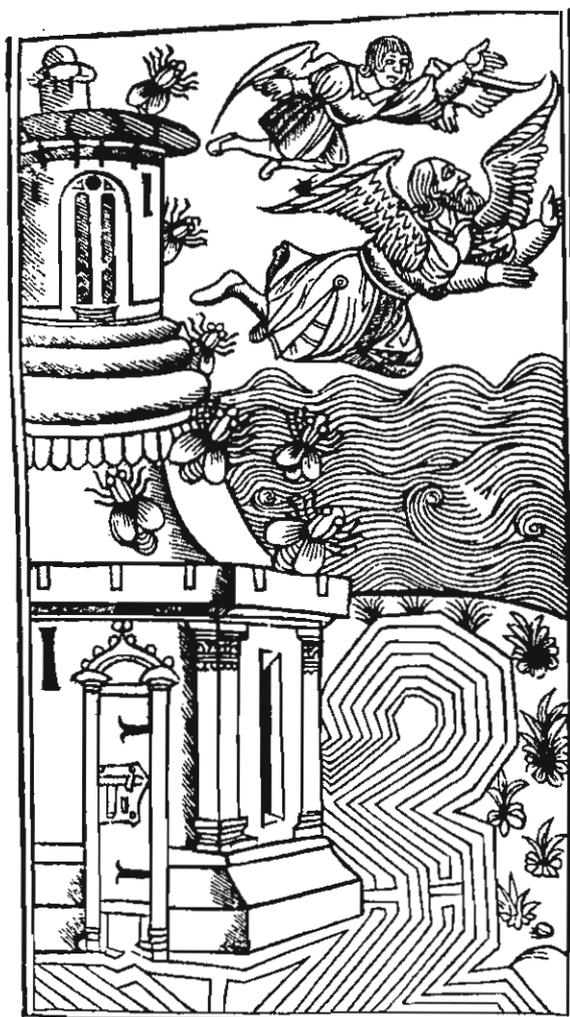
véritablement avec la volonté d'émancipation révolutionnaire qui avait été si marquée dans ce pays : cette liquidation ne pouvait à l'évidence être effective et irréversible qu'avec l'abolition de la domination de classe que les politiciens de l'opposition aspiraient à servir, et des moyens étatiques dont ils espéraient hériter pour cela. A défaut de quoi on verrait à nouveau une de ces monstruosité hybrides que produit spontanément un système d'oppression qui ne sait décourager la critique qu'en devenant toujours plus *innommable*. Cet enjeu est passé à peu près imperçu, dans une Europe où depuis presque quarante ans la fausse conscience de gauche se défoulait hypocritement sur le franquisme, et plus encore sur l'image qu'il lui convenait de s'en faire, de tout ce qu'elle ne combattait pas chez elle. Et en Espagne même, la vérité dont était porteur le mouvement des assemblées n'a pas réussi à s'imposer assez irréversiblement pour fournir une base pratique au jugement du monde que doivent entreprendre ceux qui le combattent. L'ersatz de démocratie mis en place en Espagne est certes un mensonge particulièrement grossier et répugnant, avec son toi, ses policiers et ses militaires franquistes, ses staliniens et ses socialistes gouvernant sous la tutelle militaire comme quand ils étaient ministres de Primo de Rivera ; mais, selon le principe qui régit l'ensemble des réalités produites par le système spectaculaire, il n'est pas tant fait pour être cru que pour occuper tout le terrain de l'expression sociale. Et pour être ainsi admis faute de comparaison possible, comme n'importe quelle nourriture falsifiée. C'est alors la vérité qui devient une extravagance et un scandale. Elle est amère, il faut la *cracher* : le cinquantième anniversaire de la révolution de 1936 pourra être tranquillement commémoré par tous ses vainqueurs réconciliés, ce qui avait été tenté là n'a désormais plus de sens pour les citoyens satisfaits de la néo-démocratie, de même que leur sont parfaitement étrangères les qualités traditionnellement reconnues au peuple espagnol : fierté, indépendance ou courage.

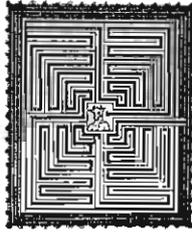
Pour battre en brèche le monopole de l'appari-

tion qui confère sa puissance à la production autoritaire du mensonge, il ne suffit pas, comme on le voit chaque jour, que s'accumulent les faits démentant les vérités officielles : il faut en outre que se manifestent dans la société, par tous les moyens qui peuvent se saisir, un point de vue critique unifié et une perspective de dépassement qui sachent ramener à eux la vérité des faits et faire ainsi apparaître les mensonges et les impudents sophismes pour ce qu'ils sont. Les faits ne parlent pas d'eux-mêmes, sinon pour répéter les inaltérables postulats de la soumission, tant que les hommes n'entreprennent pas de se parler sans intermédiaires de leurs besoins et de leurs aspirations, donnant un nouveau sens aux faits par leur dialogue, par le possible historique qu'ils y découvrent. La nouvelle conception de la vie réelle qui a été le contenu latent de toutes les tentatives révolutionnaires modernes est maintenant amenée par le développement même des mécanismes dominants de falsification et d'occultation à devenir manifeste, ou à être si bien refoulée que ce qui en reviendra dans la barbarie de l'abondance ne s'en distinguera plus en rien.

Avec la disparition de l'ancien mouvement ouvrier, écrasé ou intégré, les prolétaires ont aussi perdu les formulations idéologiques d'un projet autonome d'organisation de la société. Cette perte ne suffit pourtant pas à leur apprendre à formuler eux-mêmes un tel projet. Quand ils doivent le reconstruire sans aucune illusion de garantie historique, il leur faut encore et toujours le tirer d'une reconnaissance du sens total de leur propre action, car cette action est la seule vérité qu'ils puissent posséder qui soit vraiment à eux. Et comme il ne s'agit pas d'une seule action sans durée, la nécessité à laquelle Lénine prétendait répondre, avec son modèle de parti hiérarchique dépositaire de la mémoire et de l'expérience accumulée, ne peut rester insatisfaite. Les mouvements révolutionnaires du Portugal et d'Espagne furent, après Mai 1968, d'importantes contributions pratiques à la construction d'un projet d'émancipation susceptible de rallier à lui l'immense majorité en présentant à chacun la possibilité d'un changement personnel profond, immédiat. Leur défaire dans l'isolement, sans que soient obtenues par leur lutte des conclusions générales irréversibles ni de nouvelles lignes de démarcation avec l'ennemi —

avant tout avec les staliniens et l'ensemble du personnel politico-syndical de gauche — marque un seuil et une limite dans l'offensive révolutionnaire commencée en 1968. L'organisation d'un courant révolutionnaire international n'a pas eu lieu, et le vaste et informe parti de la subversion qui agite encore l'Europe est sans le savoir en train, au cours de ces années, de perdre l'initiative. Car « deux armées qui se battent l'une contre l'autre peuvent être également maltraitées ; la victoire dans ce cas restera à celui qui sera le premier informé de l'état dans lequel se trouve son ennemi » (Machiavel).





La subversion prolétarienne se montrait assurément capable, chaque fois qu'elle se développait, de désorganiser la survie, mais non d'organiser la vie. Cette faiblesse avait été présente à l'origine de la nouvelle époque, en 1968, mais elle avait été en général ignorée ou minimisée. Le mouvement des occupations en France n'avait pourtant commencé à réaliser qu'une des deux tâches de la révolution prolétarienne : la critique en actes de tous les aspects de la vie aliénée. L'autre, la réorganisation de la vie sociale par la démocratie directe des assemblées de travailleurs, avait été à peine envisagée, et par très peu de gens. Ainsi le mouvement de Mai ne légua-t-il pas à l'époque révolutionnaire qu'il avait inaugurée de nouveaux principes pratiques, propres à développer des besoins et des désirs plus riches qui *excèdent* toutes les satisfactions permises, mais seulement le souvenir d'un refus total, quant à lui de moins en moins aisément praticable. Cela parut cependant suffire : car d'abord tout est encore là, présent à l'esprit et dans le cœur de tant de gens, de ce qui vient de bouleverser l'ordre établi. On pense que l'on reprendra le combat bientôt, là où on l'a laissé. Mais plus le temps s'écoule et plus semble difficile à ressaisir l'occasion qui avait paru si proche. Le goût pour la critique se perd, car son emploi lui-même s'affadit, et ce qui avait été si intensément vécu s'éloigne dans une déprimante représentation. D'autant plus déprimante que l'extension de la contestation à tous les aspects de la vie, la diffusion de l'onde de choc du refus, en l'absence d'une perspective de dépassement, a pour principal effet de moderniser la fausse conscience et les rôles distribués par la consommation marchande, de sophistiquer l'acceptation. Un moment de la vie achève de vieillir, et il ne se laisse pas rajeunir par les couleurs bariolées de sa récupération spectaculaire.

Ce qui avait initialement manqué au nouveau mouvement révolutionnaire, il ne l'a pas conquis au cours de ses tentatives ultérieures. Leur véritable défaite est moins dans leur conclusion elle-même que dans le fait de ne rien avoir laissé derrière elles qui puisse servir à *repassionner* un pro-

gramme de subversion totale en en précisant les moyens qualitatifs, ceux qui contiennent le mouvement du but parce qu'ils sont déjà exemplaires d'un usage plus libre de la vie. Une puissance assez menaçante pour exaspérer ses ennemis doit se garder de laisser ses partisans. Le principal échec d'un mouvement de critique sociale qui avait pour lui le mépris du travail pratiqué par de nombreux prolétaires est donc de ne pas s'être convaincu lui-même par ses actes de sa capacité à organiser la vie sur d'autres bases, et ainsi de ne pas avoir su montrer concrètement à l'ensemble des travailleurs ce qu'ils avaient à gagner en cessant de l'être. Certes pour posséder la conscience d'un changement possible de la vie, il faut déjà en refuser radicalement l'organisation existante. Mais pour pratiquer ce refus il faut tout aussi bien pouvoir déjà s'appuyer sur la conscience d'une autre vie possible. Ce qui dans la réalité ruine cette circularité toute formelle, c'est le mouvement du dépassement, la pratique révolutionnaire, « coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou auto-changement », qui est à la fois critique pratique et production des valeurs positives qui la fondent. C'est cette tension entre des exigences apparemment contradictoires qui seule peut faire la force qualitative, la rationalité mais aussi la poésie, d'une activité qui doit révéler aux yeux de tous l'existence dans la société de la base matérielle pour une vie plus riche.

Le dépassement de l'économie marchande était indiscutablement mis à l'ordre du jour par la crise objective de celle-ci, aussi bien comme forme universelle des rapports sociaux que comme appropriation de la nature. Il n'est cependant pas devenu subjectivement une perspective positive dans la pratique d'un mouvement révolutionnaire : les aspirations qui s'exprimaient dans le refus du travail (par la grève, le sabotage, etc.) ne sont pas parvenues à poser, à partir d'elles-mêmes, de leur vérité subversive, l'ensemble des problèmes de la société, pour briser les termes falsifiés qui en empêchent la solution. Elles sont donc restées prisonnières du terrain du chantage économique, de la confusion de ce terrain. Si la

question d'un nouvel emploi de la vie n'est pas violemment posée par les travailleurs, celle de l'emploi des travailleurs par l'organisation existante de la vie est là pour la refouler. Ainsi la fameuse « crise économique », qui a fait tant d'usage, doit-elle être plus profondément comprise comme un moment de la guerre sociale, alors que se dérobaient la base même du fonctionnement des lois de l'économie : « l'inconscience de ceux qui y ont part ». C'est le moyen par lequel toutes les forces de l'inconscience, y compris celles qui étaient à l'œuvre dans les têtes des prolétaires, ont recherché la perpétuation de leur monde. C'est donc aussi, en termes de fixation névrotique, la répétition d'un malheur ancien, destinée à conjurer l'incertitude du présent, les risques et les chances d'une réalité inconnue.

Cette *résistance* de l'inconscient social est bien sûr avant tout celle des classes propriétaires et de tous les gestionnaires de l'inconscience. Au moment où la société découvrait, à travers les luttes contre la marchandise abondante émancipée du besoin humain, que l'économie dépendait d'elle, il s'agissait de la persuader à nouveau qu'elle dépendait de l'économie : c'est ainsi que tous les dirigeants sont devenus marxistes. Là où émergeait le *je*, le sujet de l'histoire qui juge librement son action, il fallait donc restaurer la puissance du *ça* économique. L'intelligence que peuvent posséder de cette nécessité les responsables de l'économie s'inscrit évidemment dans le cadre du développement spontané qu'induit la tendance fondamentale du capitalisme à faire dominer toujours plus le travail mort sur le travail vivant. Mais cette matérialisation de l'économie autonomisée, quand elle franchit un certain seuil, devient elle-même l'objet d'une gestion bureaucratique qui en programme le développement ; gestion qui voit tendanciellement fusionner, à travers les contradictions et les aléas des politiques locales, la bureaucratie des *managers* et la bureaucratie d'État, dans un composé aux proportions variables, mais dont le technocrate nazi à la Albert Speer reste le « type idéal ». Ce n'est pas tant que la bourgeoisie ne peut plus manifester la moindre indépendance par rapport à l'État, c'est qu'elle n'en a plus besoin, la *raison marchande* étant devenue intégralement *raison d'État*.

Cette gestion bureaucratique, avec tous ses échecs

désastreux et ses résultats catastrophiques, réussit du moins sur ce point qu'elle reproduit et étend sans cesse les conditions matérielles de sa domination ; car elle n'a besoin là d'aucun calcul stratégique, il lui suffit de suivre sa pente naturelle et de pousser toujours plus loin la désertification de la vie qui est véritablement sa raison d'être. Le système de la production marchande, qui avait éprouvé sa fragilité face à la subversion prolétarienne moderne, aux premières luttes pour la vie historique généralisée, et aussi face à la « crise de l'énergie », qui n'était qu'un effet particulier d'une gestion aberrante des ressources naturelles, y a répondu en accélérant l'édification concrète de son royaume indépendant. Et conséquemment la prolétarisation de la vie réelle. Le capital n'est plus alors l'invisible *Weltgeist* qui pousse irrésistiblement les hommes vers ce qu'ils ne connaissent pas et n'ont pas voulu, c'est directement dans la vie pratique de chacun l'autonomie fantastique de toutes les conditions matérielles, « l'écrasement de l'individualité par la contingence ».

La nucléarisation et l'informatisation sont à ce moment les deux aspects les plus manifestes du développement technique déterminé qu'adopte une production aliénée devenue strictement *production de l'aliénation*. Dans un cas comme dans l'autre on voit recréer artificiellement l'équivalent de ces conditions naturelles qui, avec le besoin de l'irrigation, avaient favorisé la naissance et le développement du despotisme oriental. Ce qui maintenant irrigue la société désertifiée et fonde matériellement le pouvoir des spécialistes de la survie monopolisée, ce sont la circulation de l'énergie et celle de l'information, préconditions complémentaires à la mise en œuvre du travail humain dans sa dernière forme historique. Et cette société malade doit donc admettre qu'elle ne peut plus survivre qu'ainsi, soumise à la machinerie qui fait battre le cœur d'un monde sans cœur, et en tous points semblable à ces réussites de la médecine moderne grâce auxquelles l'organisme humain n'est plus lui-même qu'une prothèse de ses prothèses. Puisque ce n'est pas la société qui s'est affranchie de l'économie, c'est l'économie qui s'est affranchie de la société.



L'accomplissement de ce processus à travers lequel la réification marchande rejoint son concept en expulsant définitivement l'activité vivante, en la réduisant au pur regard sur sa circulation, devait tout d'abord prendre la forme d'une réorganisation en profondeur du travail industriel, visant à y introduire progressivement l'automation, en neutralisant au fur et à mesure les énergies humaines ainsi libérées, en aménageant l'absence d'usage de cette liberté. La destruction du milieu ouvrier, c'est-à-dire des anciennes bases pratiques d'une affirmation prolétarienne autonome, avait été depuis vingt ans le *Delenda Carthago* de tous les discours novateurs du capitalisme technocratique ; et quoiqu'elle ait été aussi ouvertement et idéologiquement affirmée (comme fin du prolétariat et de la lutte des classes), elle n'en correspondait pas moins à une nécessité réelle pour la domination capitaliste, nécessité qui avait dans la mythologie de l'intégration sa version idyllique. Le capitalisme continue d'exister en révolutionnant sans cesse les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales ; mais, quand il se bureaucratise, il essaye de programmer ce bouleversement permanent et d'en aménager, avec l'aide des syndicats et de tous les agents du contrôle social, les seuils de tolérance. Force est de constater que pour l'heure il est parvenu en *Europe occidentale* à décomposer activement le milieu ouvrier, à le démoraliser et à le fractionner, sans que celui-ci se réapproprie sa tradition révolutionnaire autonome (l'organisation des Conseils), ce qui aurait évidemment été exemplaire pour tous les travailleurs, pour l'ensemble du prolétariat. Le temps ainsi perdu par la révolution a permis au capitalisme de continuer à réorganiser l'ensemble du travail social en fonction des impératifs de sa domination. Tous les progrès de l'aliénation sociale découlent de ce fait.

Les révoltes ouvrières des années soixante furent essentiellement un résultat de l'arrivée dans les usines de jeunes générations de prolétaires dénuées de tout « patriotisme de métier », et une

première réponse à la déqualification du travail. Elles virent s'ébaucher la jonction des revendications traditionnelles de la classe ouvrière, dans sa résistance à l'exploitation, et du refus moderne de l'abrutissement salarié. Le rapport des forces (l'affaiblissement des syndicats, etc.) bloqua un certain temps la poursuite de la rationalisation capitaliste, mais avec le déclin des luttes celle-ci reprit son cours. Un de ses aspects majeurs est le transfert loin de l'Europe, berceau du mouvement ouvrier, d'importants secteurs de la production industrielle, exportés là où des régimes bureaucratiques ou dictatoriaux livrent à l'exploitation d'énormes gisements de force de travail, sans tradition de lutte ni conscience historique. Un autre, l'institutionnalisation du *turn-over* largement pratiqué par les jeunes travailleurs, la précarité de la soumission à l'employeur étant en quelque sorte renversée en soumission à la précarité de l'emploi. Il est inutile d'entrer ici dans le détail d'une évolution dont le principal résultat, en ce qui concerne le rapport des forces dans la guerre sociale, fut que le chômage servit à disloquer les bases de la révolte ouvrière ; et avant tout la conscience menaçante de la crise de l'économie comme crise *de la vie* pour tous les hommes, conscience censurée sous la pression de la crise de la survie imposée aux travailleurs.

Le premier effet de cette pression du chômage fut de rompre sans retour l'alliance qui s'était éphémèrement nouée dans les moments les plus offensifs de subversion prolétarienne, entre les secteurs ouvriers traditionnels, généralement plus soumis à l'emprise des bureaucraties syndicales et de l'idéologie stalinienne, et les travailleurs, plus jeunes ou moins intégrés, exprimant une révolte moderne. Cette action des séparations dominantes (qu'elles soient socio-professionnelles, raciales, ou encore qu'elles relèvent de « classes d'âge ») ne saurait pourtant être tenue pour une explication unilatérale de la non-cristallisation d'un projet unificateur : elle en est bien plutôt une des principales manifestations. Seule la conscience de perspectives communes, dépassant pratiquement les séparations pour s'attaquer au monde dans sa totalité, c'est-à-dire

au salariat qui en constitue la base, pouvait empêcher que ceux qui avaient encore un emploi dans l'exploitation retombent pour le défendre sous le contrôle des syndicats, tandis que ceux qui n'en avaient pas tombent, par une désastreuse fuite en avant idéologique, dans toutes les illusions sur cette marginalité qui leur était imposée plus souvent qu'ils ne l'avaient choisie ; et qui, même quand ils l'avaient choisie, ne mettait nullement en péril le système, constituant plutôt une soupape de sécurité. Ces illusions, qui vont de l'usage aliéné des drogues au terrorisme diffus, en passant par toutes les tentatives de construction d'un mode de vie sur la base de la misère, auront finalement détruit la conscience d'une génération révoltée, celle qui avait vingt ans à la fin des années soixante. Ainsi ceux qui, dans les usines, pouvaient trouver directement les moyens de leur lutte, ne les utilisèrent pas ou mal, et ceux qui, hors des usines, voulaient lutter, ne trouvèrent que des moyens aliénés : les uns, qui ne surent pas se défendre, furent vaincus comme les autres, qui ne surent pas attaquer.

Ce résultat prend, ainsi énoncé, l'allure d'un constat schématique, car il s'agit en fait d'une tendance générale dont la réalisation est encore inégalement acquise en Europe ; mais c'est cependant la tendance principale, celle qui a déjà vaincu. On a vu s'y déployer concrètement, dans l'espace-temps d'une société, les contradictions de l'époque où la tentative de construire le projet d'une vie changée était prise de vitesse par le changement effectif du monde que réalisait le mouvement autonome de l'économie et les États qui le servent. Cette époque est maintenant en train de finir, car le changement des conditions objectives, la transmutation marchande de chaque chose particulière, ce talent particulier du système grâce auquel il améliore le mauvais en produisant pire, obtient des résultats si monstrueux que chacun est dans sa vie, à propos des réalités les plus simples, amené à se prononcer sur ce qui existe ; et non plus sur ce qui pourrait exister.

La dernière chance d'affirmer une perspective de changement révolutionnaire en Europe occidentale, avec assez de force pour contrecarrer la perspective de changement opposée, celle des classes propriétaires, a été jouée en Italie. L'enjeu de cette première époque de la révolution prolé-

rienne moderne y apparut sous une forme particulièrement claire, avec tous les problèmes que nous venons d'évoquer, posés concrètement par un mouvement de subversion plus long et plus profond que partout ailleurs auparavant. Ce mouvement, né en 1968 et brièvement interrompu par les bombes policières de 1969, ne fit que croître au cours des années suivantes, aucun domaine de la vie quotidienne n'étant épargné par sa critique pratique. Il a finalement été vaincu, et ce en grande partie par l'artifice du terrorisme. Mais on ne doit pas surestimer le rôle des artifices dans les conflits, car ils ne réussissent durablement qu'aux partis vainqueurs.

Au milieu des années soixante-dix, l'État italien, qui n'avait jamais été fort ni intègre, s'était encore affaibli et corrompu à force d'expédients meurtriers improvisés par ses services secrets, sur la lancée du succès obtenu avec les bombes de Milan : celles de l'Italicus en 1970, Brescia et Bologne en 1974, commodément mises au compte des néo-fascistes puisque les néo-fascistes étaient dans les services secrets, avaient montré *comment et avec qui* cet État prétendait encore dominer la société italienne. Heureusement pour lui, ce n'était pas seulement avec ses provocateurs qu'il luttait contre le parti subversif des travailleurs radicaux, mais aussi, et plus efficacement, avec l'aide indéfectible des staliniens. Ceux-ci, qui s'étaient sans hésiter compromis dans cette histoire sanglante, se faisant chaque fois complices du mensonge officiel, prétendaient bien en retirer quelques bénéfices gouvernementaux, mais ils devaient quoi qu'il arrive combattre *pour eux-mêmes* un mouvement qui échappait largement à leur contrôle. Ce vaste parti informel de la subversion, fort dans les usines d'une riche expérience de la lutte et d'une haine sociale qui, attisée par les premières tentatives de restructuration capitaliste, limitait les possibilités de récupération syndicale, était grossi dans la rue par tous ceux qu'avait déjà marginalisés le chômage et la répression de l'absentéisme et de l'indiscipline ouvrière. Avancé au rythme de sa conscience pratique vers ses moyens radicaux, il faisait planer la menace d'une scission dans la société d'autant plus défavorable aux partisans du pouvoir en place que celui-ci s'était, par ses exactions, rendu méprisable plutôt que redoutable.

Dans un tel processus d'offensive pré-



révolutionnaire, tout ce qui se sépare du mouvement social pour pratiquer dans le secret hiérarchique la violence armée précipite la venue du moment où cesse la formation des partis antagonistes et où il n'est plus question pour chacun d'eux que de la destruction de l'autre. L'État quant à lui a intérêt à provoquer le plus vite pos-

sible la lutte violente, car il dispose de toutes ses forces, tandis que celles de son adversaire ne peuvent que croître. L'arriération léniniste, qui n'avait pas été assez dénoncée et combattue, favorisa l'émergence d'un terrorisme aisément infiltrable et manipulable, et permit providentiellement à l'État de doser la tension pour son-

der la capacité de riposte de son ennemi et préparer la contre-offensive.

La dernière occasion d'échapper à ce piège fut offerte par l'année 1977. L'opposition irrécyclable de tous les révoltrés qu'avaient produits dix années de luttes sociales se manifesta ouvertement, et les staliniens furent cette fois traités pour ce qu'ils sont : les soutiens les plus abjects d'une société répugnante. Ce mouvement présenta à tous les ouvriers d'Italie la possibilité d'un choix décisif, par lequel ils auraient cessé d'être seulement de *mauvais ouvriers*, mais, après un moment incertain, ils reculèrent : eux seuls pouvaient pourtant, par la grève générale, lui ouvrir son terrain d'action révolutionnaire en brisant durablement la reproduction quotidienne de l'abrutissement salarié et en créant les conditions du dialogue où tout devient discutable, à commencer par le bon usage de la violence. Aussi les composantes les plus idéalistes et les plus désespérées du mouvement se trouvèrent-elles dans la rue à *découvert*. Il était encore assez facile à l'État de les en chasser, mais il lui fallait maintenant en finir avec tout retour possible de l'agitation. Il le fit avec ses moyens habituels, les staliniens et le terrorisme, qui trouvèrent dans l'échec du mouvement et le désarroi qui s'ensuivit les conditions de leur efficacité.

En février 1978, les syndicats, condamnant les grèves et l'absentéisme, s'engageaient à remettre les ouvriers au travail. Il fallait un prétexte pour frapper partout hors des usines la subversion et fournir ainsi aux staliniens la justification qui leur permettrait de jouer pleinement leur rôle de délateurs : ce fut en mars l'enlèvement et l'assassinat de Moro par les Brigades Rouges. L'exécution de Moro eut certainement lieu à l'instigation d'une *fraction* de l'État, celle qui peut apparaître *a posteriori* comme ayant été la plus lucide quant à la manière de faire marcher les staliniens là où on voulait et pas plus loin, mais ce n'est pas seulement à cette fraction qu'elle servit : c'est le pouvoir d'État en tant que tel, et aucun de ses partisans ne s'y trompa, qui tira profit de cette nouvelle surenchère dans le spectacle de la guerre civile possible, réduisant l'ensemble de la population à la condition de public écoeuré et sceptique, mais surtout passif, d'une histoire qui lui échappait. À ce niveau, la question du degré exact de manipulation d'un groupe comme les Brigades Rouges (dont

l'action, quelle qu'y soit la part des fanatiques archéo-staliniens et celle des agents infiltrés par l'État, est intrégalement contre-révolutionnaire), cette question perd de son intérêt : la manipulation la plus profonde et la plus vraie est, à une tout autre échelle, celle qu'opère le contrôle de tous les moyens d'information, grâce auquel n'apparaît que la seule explication de la réalité autorisée par l'État. La manipulation de la représentation de la réalité contient cependant la manipulation de la réalité elle-même comme un de ses moments nécessaires. À cet égard, le nombre de « repentis » chez ces redoutables brigadistes suffit à se faire une idée de la sûreté de leur organisation. Ils peuvent même finir, quand ils ne reviennent pas dans le giron de l'Église, comme conseillers techniques d'un film sur l'affaire Moro ; ce qui ne leur permettra sans doute pas de rendre plus convainquant ce qui ressemblait déjà dans la réalité à un mauvais film.

Certes l'État n'a pas réussi avec le terrorisme à entraîner la population à le soutenir positivement, mais il a du moins obtenu sa neutralité dans la lutte brutale contre la subversion, qui était son véritable but, et cela lui suffisait largement. Au prix de quelques centaines de morts (la bombe de Bologne venant opportunément relancer le spectacle de l'horreur) et de quelques milliers de prisonniers politiques (les arrestations commencées pendant l'affaire Moro continuèrent pendant les quatre années suivantes), l'État a non seulement brisé l'offensive qui le menaçait, mais il a également paralysé la capacité de résistance des travailleurs, ouvrant ainsi la voie à la restructuration économique tant attendue. Comme le disait Moro lui-même pendant son enlèvement : « Après quelques temps, l'opinion publique comprend » ; mais pour le spectacle toute vérité est bonne à dire *quand son temps est passé* : elle peut venir s'intégrer sans danger à sa réécriture de l'histoire, il n'en règne pas moins sur un éternel présent. Désormais en Italie tout se sait, sur la loge P2, la Mafia, le Vatican ou les services secrets, mais cette vérité est sans usage car la seule force qui pouvait s'en emparer pour en faire une *vérité pratique*, une exigence concluant sur l'essentiel, a été vaincue.



Le laboratoire italien de la contre-révolution a ainsi permis de démontrer expérimentalement quel vaste champ d'application trouvaient sous le capitalisme moderne les techniques du mensonge étatique mises au point dans la Russie stalinienne, d'autant plus efficaces ici que la passivité n'y est pas acquise par la terreur policière, mais par la marchandise et l'information *abondantes*. Qu'il n'existe plus rien aujourd'hui qui ressemble à une opinion publique démocratique, l'État italien l'a irréfutablement prouvé en accumulant assez d'exactions et d'abus pour lasser le moins exigeant des citoyens d'une démocratie bourgeoise, et provoquer un effondrement électoral de tous les partis compromis, c'est-à-dire de tous les partis. Énoncer une telle hypothèse suffit à en montrer le peu de réalisme, et à éclairer l'impunité dont jouissent les dirigeants, la latitude offerte à l'arbitraire étatique par la décomposition de tout jugement et de tout débat politique. La leçon n'a pas manqué d'être comprise, et l'on a vu depuis tous les États rivaliser d'audace pour rappeler à leurs administrés combien l'usage de leurs droits a été simplifié par la démocratie moderne, qui les a libérés du souci d'avoir à se prononcer sur quoi que ce soit d'important.

Dans le cours de cette *stalinisation du monde*, on a également assisté à la démission honteuse des intellectuels devant le développement totalitaire du mensonge de la communication unilatérale. De façon véritablement orwellienne, c'est leur dénonciation d'un totalitarisme stalinien *irréel* qui a été l'expression idéologique de leur contribution à la stalinisation réelle. Ce fut une lutte héroïque, qui traqua jusque dans les recoins historiques les plus inattendus les germes de la peste totalitaire : rien ne fut oublié, ni personne, et nos docteurs en antistalinisme établirent que toute pensée ou toute activité révolutionnaire (et peut-être même simplement toute pensée ou toute activité historique) contient le totalitarisme, le Goulag et la Guépéou comme sa conséquence obligée. Platon, Saint-Just, Bakounine, tout le monde y passa. La base inébranlable de tous leurs syllogismes, c'est l'iden-

tité de la révolution avec le terrorisme, et donc avec le stalinisme. Et l'on peut dire en effet qu'ils ne se sont jamais compromis avec la révolution, puisqu'ils n'ont jamais énoncé publiquement le moindre doute sur l'origine du terrorisme.

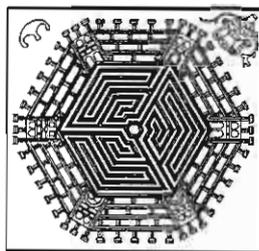
Ce qui s'exprime dans cette espèce d'écriture automatique de l'inversion spectaculaire, c'est simplement le fait que le stalinisme a intégralement cessé — y compris dans ses variantes diversement exotiques — de pouvoir apparaître comme un modèle révolutionnaire, et même comme un rival du système occidental d'exploitation. Ainsi, à un niveau purement sociologique, on peut se contenter de voir, dans la promotion d'une nouvelle génération d'intellectuels soumis, le recyclage de leur arrivisme après la faillite du gauchisme. Cependant, le regain idéologique dans la culture spectaculaire, — avec l'embauche comme supplétifs du mensonge de tous ceux qui espèrent en rompant avec *l'image* de la révolution se débarrasser de leur mauvaise conscience — cette assurance reconquise dans l'apologie indique plus profondément que le stalinisme, là où il n'est pas propriétaire de la société, a fini d'accomplir sa mission contre-révolutionnaire dans ce siècle en aidant à vaincre les premières tentatives d'affirmation autonome du prolétariat moderne.

Dans tous les pays où la transformation capitaliste de l'appareil productif, et avant tout de la plus grande des forces productives, le prolétariat, est déjà en cours, la représentation ouvrière qui avait dans le stalinisme son idéologie et son modèle n'a plus à représenter qu'une force de travail mise au rebut. Et quoiqu'elle doive défendre les secteurs industriels condamnés pour essayer de sauver sa base sociale, elle ne peut certainement jamais aller jusqu'à combattre réellement la rationalité économique qui préside à tout cela. Quant aux ouvriers eux-mêmes, que le capitalisme met avec les usines en liquidation, il semble presque impossible qu'ils parviennent maintenant à organiser une critique pratique ouvrant de nouvelles perspectives, alors que leurs actions désespérées sont plus isolées que jamais. Leur seule chance serait dans une liaison auto-

nome avec les chômeurs, cette armée de réserve de la révolution, et avec les travailleurs des secteurs modernisés ; mais les bases pratiques et théoriques pour une telle unification manquent aujourd'hui cruellement.

La destruction du milieu ouvrier dans les pays où règnent les conditions du capitalisme le plus moderne ne signifie évidemment pas, sauf pour les anciens ouvriéristes déçus, la disparition du prolétariat : l'expropriation de la vie existe, la lutte des classes aussi. Le système de la falsification procède simplement avec ce côté concret de la critique de l'économie — le prolétariat — comme il procède avec l'autre, la pollution : ne pouvant le supprimer il le maquille, cherche à le rendre invisible, et d'abord *invisible à lui-même*. Dans ce processus, le prolétariat perd cer-

taines de ses illusions, mais il en acquiert d'autres. Il appartiendra à une critique révolutionnaire de *désespérer* tous les travailleurs auxquels on prétend donner une illusion de promotion hiérarchique quand on les fait passer d'une machine-outil à un écran de visualisation (c'est-à-dire, plus souvent encore, quand on les met directement dans ces conditions d'asservissement aux machines de l'économie indépendante où se perdent, devant les mêmes écrans, l'activité du travail comme le tepos des loisirs). Car ils sont bien des prolétaires, ces salariés qui n'ont aucun pouvoir sur la programmation de leur vie, même s'ils ne le savent pas encore. Là, l'homme s'est en effet plus radicalement que jamais perdu lui-même, mais il peut toujours acquérir la conscience théorique de cette perte.



Les bureaucraties staliniennes associées à la gestion de la première phase du capitalisme moderne ont donc combattu l'autonomie ouvrière jusqu'au bout ; et comme il arrive habituellement dans ces circonstances, vient maintenant leur tour d'être brisées. Par une ruse de l'histoire qui est une manifestation particulièrement significative des contradictions qui continuent à travailler le monde de la marchandise, c'est là où la classe bureaucratique est au pouvoir, comme relais local de la puissance planétaire du capital, que l'autonomie ouvrière reste agissante et conserve ses perspectives. Mais, de même qu'elle est, pour la nouvelle contestation qui va se reconstruire en Occident sur le programme d'arrêt de la production antihistorique, le rappel vivant du passé révolutionnaire que celle-ci devra *réaliser*, de même elle ne pourra elle-même comprendre sa portée et posséder sa conscience totale qu'en s'appropriant la critique de l'économie en deçà de laquelle elle s'est jusqu'ici arrêtée.

Au cours de l'été 1980, les ouvriers polonais ont commencé leur révolution, qui ne peut s'accomplir qu'avec la destruction définitive du pouvoir bureaucratique. Les premiers dans l'histoire des pays soumis à la domination totalitaire, ils ont réussi à organiser les moyens autonomes de communication et de clarification de leur projet sans être immédiatement vaincus dans l'isolement, et ils ont installé dans la société polonaise une ligne de démarcation durable entre le monologue du mensonge étatique et les partisans de la vérité par le dialogue social. Désarmée comme jamais face à la puissance militaire du vieil envahisseur russe, entourée comme toujours de l'hostilité des États européens unis dans le soutien au *statu quo*, isolée par rapport aux prolétaires des autres pays comme aucune insurrection polonaise du siècle passé, la révolution de 1980-1981 représente le point le plus haut atteint par la subversion prolétarienne de notre époque dans la recherche de ses moyens, et celui où elle fut le plus près de réussir. Par le scandale de son exis-

tence de seize mois, elle a fini de montrer la vérité de l'usurpation bureaucratique, et la fragilité d'un système d'oppression dont l'arbitraire a sa mesure dans la soumission de ceux qu'il est censé représenter. Mais la plus belle victoire du prolétariat polonais, c'est encore d'avoir ramené dans notre temps la jeunesse du projet révolutionnaire d'une société sans classes, d'avoir ainsi rafraîchi la mémoire historique de tous en pratiquant la sienne, qu'il n'avait jamais perdue depuis 1956. Rien n'est joué, le sort de ce monde est toujours disputé.

La magnifique réaction en chaîne des grèves d'août 1980 prit si bien le pouvoir de cours qu'en quelques mois la société entière se souleva contre sa représentation bureaucratique. La liberté de discussion sur tout ce qui mérite d'être discuté était le programme minimum de ce mouvement social. C'est ce programme explicite qui fit de la révolution polonaise une révolution moderne, plaçant en son centre l'exigence de la vérité ; et c'est par le moyen qu'elle se donna pour le réaliser, l'organisation des délégués de Solidarité, qu'elle fut l'héritière de toutes les révolutions prolétariennes du passé. Solidarité fut bien l'organisation de la société en révolution, comme la CNT l'avait été dans l'Espagne de 1936, pour le meilleur et pour le pire. Et les critiques que l'on peut faire à cette organisation, il faut les faire au prolétariat qui l'a créée, telle qu'elle fut et pas autrement.

Les travailleurs devaient tout réinventer à partir de rien dans cette révolution qu'ils menaient eux-mêmes. Ils ne se connaissaient au départ qu'un seul ennemi, la bureaucratie stalinienne, et ils ont dû apprendre à connaître, dans le cours de leur lutte, tous leurs faux amis. Il ne faut donc pas s'étonner de ce qui a pu freiner de l'intérieur l'avance de la révolution polonaise, mais plutôt de ce qu'elle ait réussi malgré tout à aller si loin. Certes l'Église a été jusqu'au bout acceptée comme protectrice de l'unité du mouvement, et à partir de cette position elle a pu appuyer, directement ou par l'intermédiaire de ses « experts », la tendance réformiste, c'est-à-dire défaitiste, dans Solidarité. Certes les intellectuels opposants réunis depuis 1976 dans le KOR ont, alors que la victoire d'août 1980 avait créé des conditions entièrement nouvelles, continué à défendre une perspective de compromis parfaitement irréaliste. Tout ceci fut pourtant l'objet

à l'intérieur de Solidarité d'un débat permanent où de nombreux délégués prirent des positions plus réalistes et plus radicales. Et les prolétaires ne pouvaient tirer leur intelligence historique que de cette expérience directe d'une lutte qui les confrontait chaque fois aux conséquences de leurs choix.

Au début de l'année 1981, le pouvoir bureaucratique, ayant dû renoncer à une intervention militaire et ne pouvant plus gagner du temps par de nouvelles concessions, décida de sonder l'état du rapport des forces : ce fut la provocation de Bydgoszcz. En réponse, les travailleurs se préparèrent activement à une grève générale *illimitée* prévue pour le 31 mars. Mais Walesa parvint au dernier moment à en obtenir la suspension. Le plus grave n'était pas tant ce recul lui-même que la manière dont il avait été extorqué, par les négociations secrètes et l'abus de pouvoir caractérisé d'un délégué agissant sans mandat ; et c'était moins que les travailleurs perdent ainsi l'initiative dans leur lutte contre la bureaucratie, ils pouvaient toujours la regagner, qu'ils ne la perdent à l'intérieur de leur propre organisation. Walesa avait été, comme tous les modérés qui incarnent le premier moment d'unité euphorique d'une révolution, un bien passager, un mal inévitable : avec le temps on s'en débarrasse. Mais le 30 mars 1981 le moment était venu, et en ne le reconnaissant pas, en laissant bafouer les règles démocratiques qu'ils s'étaient données eux-mêmes, les travailleurs révolutionnaires abandonnaient une partie de leurs pouvoirs à une délégation incontrôlée dont les intérêts séparés, et la politique menée en conséquence, devaient ultérieurement leur obscurcir les nécessités de la lutte.

Car tout continuait : à l'automne, un peu partout en Pologne, des « comités sociaux » prenaient en charge la production et la distribution, installant une nouvelle légalité contre la bureaucratie. Et les délégués de Lodz annonçaient que le 21 décembre tous les travailleurs de la région entreraient en grève active et organiseraient des gardes ouvrières pour leur auto-défense. Cette décision précipita l'épreuve de force et la conclusion provisoire du 13 décembre : l'ordre bureaucratique fut rétabli aux moindres frais, la confusion et le désarroi entretenus par les attermoissements de la plupart des responsables de Solidarité ayant empêché que le *pronunciamiento*

de Jaruzelski soit immédiatement mis en échec, mais pour un résultat lui-même minime, en regard de tout ce qu'il avait à reconquérir. Les travailleurs ont choisi la voie de la résistance passive, mais ils ont continué depuis à avancer, par leurs organisations et leurs publications clandestines, dans la conscience de leur tâche historique inchangée. Désormais le sort de la révolution polonaise dépend plus que jamais de ce que fera le prolétariat russe, mais ce qu'elle a déjà fait constitue aussi la plus importante contribution à la construction d'un mouvement anti-bureaucratique généralisé.

Quant à la France, où l'internationalisme est tout de même plus facile à pratiquer, la révolution polonaise y a été le *moment de vérité* pour tous ceux qui se réclamaient de la révolution moderne et des idées à travers lesquelles elle a commencé à énoncer ses buts. Il est vrai qu'ils n'ont pour la plupart utilisé ces idées que pour juger le mouvement polonais, et non pour essayer de lui venir en aide. Mais de toute façon, ils en ont été réduits à la réaction au coup par coup, sans pouvoir casser le mécanisme spectaculaire assez bien installé aujourd'hui pour manipuler les réalités comme *stimuli*, événements qui sont contemplés avec indignation, enthousiasme, colère, peu importe, mais toujours comme extérieurs. Cette dépendance vis-à-vis des médiations spectaculaires a atteint là une espèce de perfection, et on a pu voir, quand l'oubli et le silence ont succédé à la conspiration du bruit, qu'il n'y avait eu une fois de plus aucun processus cumulatif, que la « solidarité » avec la révolution polonaise n'avait produit aucune démarcation durable, aucun terrain d'accord pour un regroupement anti-bureaucratique quel qu'il soit.

Comme passent une époque et sa chance, la jonction possible entre le passé des luttes ouvrières (l'exemplaire ébauche des moyens autonomes de la révolution prolétarienne) et la nouvelle révolution née spontanément du sol de la société du spectacle (la critique du travail, de la marchandise et de toute la vie aliénée), cette jonction un moment approchée dans quelques-uns des pays développés cesse de pouvoir être envisagée et attendue comme un résultat inévitable du processus objectif des conditions dominantes : elle passe dans la mémoire et dans la conscience comme la tâche d'une nouvelle épo-

que où la division mondiale du travail répressif met tout en œuvre pour forclure ce désir, cette possibilité. Quand la force d'unification pratique par « le mouvement réel qui dissout les conditions existantes » disparaît de la vie sociale, alors réapparaît le besoin d'une théorie critique unifiée.

L'organisation présente de la confusion et de l'amnésie, de l'ignorance par le bombardement d'informations, a réussi à empêcher que la révolte commencée dans la jeunesse devînt un phénomène cumulatif, et même qu'elle présentât un caractère cyclique ; ceux qui aujourd'hui sont adultes, quand ils ne se sont pas suicidés ou désintégrés dans la folie ou dans la drogue, sont en général résignés. Et ceux qui ne sont pas encore adultes — si tant est que quiconque puisse le devenir dans une société de l'infantilisme prolongé — se satisfont dans leur écrasante majorité des modes d'expression programmés de l'insatisfaction. D'autre part, et ceci est pour l'ennemi un succès plus profond encore, qui détermine et parachève le précédent, la pénétration intensifiée de la production marchande est en train de décomposer tout ce qui, dans la vie des individus, est susceptible de servir de base à une reprise de la critique pratique : langage, comportements, terrains urbains, mémoire, tout ce qui était comme une base arrière de la révolution dans la clandestinité du vécu quotidien est méthodiquement soumis au tir croisé de la destruction et de la récupération.

Pourtant, dans le même mouvement, la rationalité marchande devenant totalitaire, et donc toujours plus visiblement déraison pratique, s'enfoncé inexorablement dans l'horreur de ses résultats incontrôlés. Et pour ceux qui la combattaient déjà quand elle faisait meilleure figure, pour ceux qui, désertant les usines ou désertant la culture, se sont retrouvés dans ce moment de l'histoire universelle où la perspective de la révolution sociale est revenue au centre du monde pour donner la mesure de toute chose, pour ceux qui ont vu s'entrouvrir la porte du palais fermé du temps, et qui ne l'oublieront jamais, les dix années écoulées depuis que la révolution portugaise semblait annoncer l'extension à l'Europe entière de la subversion de 1968, n'auront été que le prix inévitable du conflit qu'ils avaient choisi, prix que payent aussi, et plus durement, ceux qui ne l'ont pas choisi.

Il appartenait à la France, où était née cette nouvelle jeunesse de la révolte, d'en voir se réaliser la négation la plus explicite. Le mitterrandisme, présenté comme la « victoire de Mai 68 », est effectivement la victoire de la contre-révolution plus moderne qui en 1968 avait dû laisser le gaullisme exécuter le travail qu'elle n'était pas encore capable d'accomplir elle-même. En 1984, un récupérateur aussi avancé qu'Attrali est le penseur attitté de Mitterrand, un ancien bureaucrate gauchiste comme July dirige le journal officieux de la gauche technologique et un ancien ramasse-miettes du confusionnisme maoïste comme Castro est chargé d'humaniser la lèpre urbanistique des banlieues. En 1984, les « situs » sont partout, mais ce sont des ordinateurs délivrant des indications sur les conditions de circulation dans un Patis détruit, réalisant ainsi un programme exactement inverse à celui de la dérive, qui avait propulsé d'autres situs vers un projet de reconstruction du monde. En 1984, l'assassinat de Gérard Lebovici, éditeur de George Orwell, entre autres, et la campagne de délation lancée à cette occasion contre Guy Debord montrent que la liquidation de la critique sociale est à l'ordre du jour, et passe éventuellement par celle de ses rares partisans déclarés. Là comme en matière de nourriture ou d'habitat, il s'agit de *supprimer le point de comparaison*, pour que le monopole restauré de l'expression sociale n'ait plus à craindre de réactivation de ce qui l'avait un moment battu en brèche.

Sur ce point comme sur tous ceux où il réalise son programme, l'ennemi nous montre suffisamment, en négatif, ce qu'il nous faut accomplir pour défendre les chances d'une pensée et d'une vie libres. Si nous avons tenté de faire cette *His-*

toire de dix ans, ce n'est pas pour nous débarasser du passé, mais pour sauver le possible qui y était contenu. Aujourd'hui, beaucoup d'individus qui s'étaient reconnus dans ce possible errant, sans s'être reniés, dans le « labyrinthe de trouble et de griefs dont le suspens d'une révolution inachevée prolonge indéfiniment les détours ». Pour sortir des labyrinthes, il y a des moments où l'on peut passer à travers les murs, il y en a d'autres où les murs sont trop solides, et où il faut que la mémoire parvienne à renouer le fil du temps, pour rejoindre le point de vue central d'où peut se découvrir le chemin.

Au-delà commence la reconquête d'une puissance d'un jugement critique qui répond, sur tous les faits constatables, à l'avitissement de la vie, et qui précipite la scission dans la société, préliminaire à une révolution, sur la question historique par excellence qu'est *la question du progrès*. Sans doute sommes-nous étonnamment incompetents pour rétablir la vérité des faits sur tous les aspects d'une production qui nous échappe, justement parce qu'elle nous échappe. Mais ceux qui possèdent les compétences nécessaires montrent assez *à quoi ils les font servir* pour que nous ne nous sentions pas tenus à des scrupules excessifs. Nous comptons bien parvenir à ramener dans le monde, par une recherche méthodique, cette vérité des faits qui est aujourd'hui totalement scandaleuse, car il n'est pas un détail de la production matérielle sur lequel celle-ci ne doive mentir ; au mieux dissimuler qu'elle n'en maîtrise aucunement les conséquences. Étant donné tout ce qui précède, on comprendra que nous ne poussions pas la modestie jusqu'à croire au peu d'importance de notre entreprise.

